

Brochure n° 3034

Convention collective nationale
IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**
(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motorcycle
Activités connexes
Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)

AVENANT N° 61 DU 5 JUILLET 2011

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : ASET1151129M

IDCC : 1090

Entre :

La CNPA ;

La FFC ;

La FNAA ;

La FNCRM ;

L'UNIDEC ;

Les professionnels du pneu ;

La GNESA ;

Le SNCTA,

D'une part, et

La CSNVA ;

La FM CGC ;

La FGMM CFDT ;

La CFTC métallurgie ;

L'USM FO,

D'autre part,

Vu l'article L. 2241-1 du code du travail ;

Vu les barèmes de salaires minima annexés à la convention collective, modifiés en dernier lieu par avenant n° 58 du 7 juillet 2010 ;

Considérant que l'ensemble des échelons de la grille des salaires minima doit être positionné au dessus du Smic,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les barèmes figurant au point 1 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective sont modifiés comme suit :

« Minima garantis pour 35 heures

Ouvriers. – Employés

(En euros.)

ÉCHELON	MG 35 HEURES
12	1 782
11	1 735
10	1 689
9	1 651
8	1 598
7	1 549
6	1 518
5	1 487
4	1 461
3	1 441
2	1 425
1	1 410

Agents de maîtrise

(En euros.)

ÉCHELON	MG 35 HEURES
25	2 258
24	2 138
23	2 019
22	1 902
21	1 840
20	1 782
19	1 734
18	1 687
17	1 640

Cadres

(En euros.)

NIVEAU Degré	MG 35 HEURES
V	4 753
IV C	4 277

NIVEAU Degré	MG 35 HEURES
IV B	4 038
IV A	3 801
III C	3 564
III B	3 326
III A	3 088
II C	2 851
II B	2 613
II A	2 375
I C	2 258
I B	2 138
I A	2 019

Article 2

La valeur du point de formation-qualification visé à l'article 2.05 et figurant au point 2 de l'annexe « Salaire minima » de la convention collective, est portée à 3,05 €.

Article 3

Le montant de l'indemnité de panier visée à l'article 1.10 d) 6 et 8, et figurant au point 3 de l'annexe « Salaires minima » de la convention collective, est porté à 5,38 €.

Article 4

Il sera procédé au dépôt légal du présent accord, puis aux démarches tendant à son extension dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Article 5

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012, si l'arrêté d'extension qui le concerne est publié en 2011. Si l'arrêté d'extension était publié en 2012, l'accord entrerait en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel cet arrêté aurait été publié.

Article 6

Les organisations soussignées conviennent de réexaminer le présent accord lors de la CPN de janvier 2012, dans le cas où le Smic mensuel applicable à partir de janvier 2012 serait supérieur à un ou plusieurs des minima garantis fixés par l'article 1^{er}.

Fait à Suresnes, le 5 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)